**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Commission permanente du 12 février 2024

Délibération n° CP-2024-2963

Commission pour avis : déplacements et voirie

Commission(s) consultée(s) pour information :

Commune(s) :

Objet : Société d'économie mixte Lyon Parc Auto (LPA) - Activité autopartage - Citiz LPA - Protocole d'accord transactionnel - Individualisation partielle d'autorisation de programme

Service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction Mobilités

Rapporteur : Monsieur Jean-Claude Ray

Président : Monsieur Bruno Bernard

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 64

Date de convocation de la Commission permanente : vendredi 26 janvier 2024

Secrétaire élu(e) : Madame Claire Brossaud

Présents : M. B. Artigny, Mme F. Asti-Lapperrière, M. P. Athanaze, M. B. Badouard, M. F. Bagnon, Mme É. Baume, M. Y. Ben Itah, Mme F. Benahmed, M. I. Benzeghiba, M. B. Bernard, M. P. Blanchard, Mme L. Boffet, Mme C. Brossaud, Mme V. Brunel, M. J. Bub, M. F-N. Buffet, M. J. Camus, Mme S. Chadier, M. P. Charmot, M. P. Cochet, Mme B. Collin, Mme D. Corsale, Mme C. Crespy, Mme L. Croizier, M. R. Debû, Mme H. Duvivier Dromain, Mme L. Fréty, Mme N. Frier, M. G. Gascon, Mme H. Geoffroy, M. C. Geourjon, M. M. Grivel, Mme A. Groperrin, M. F. Groult, M. P. Guelpa-Bonaro, Mme S. Hémain, Mme Z. Khelifi, M. D. Kimelfeld, M. J-C. Kohlhaas, M. L. Lassagne, M. J-M. Longueval, Mme V. Moreira, Mme D. Nachury, Mme C. Panassier, M. R. Payre, M. L. Pelaez, Mme I. Petiot, Mme M. Picard, Mme M. Picot, Mme C. Pouzergue, M. C. Quiniou, M. J-C. Ray, Mme S. Runel, Mme V. Sarselli, M. L. Seguin, Mme N. Sibeud, Mme L. Vacher, M. C. Van Styvendael, Mme B. Vessiller, M. M. Vincent.

Absents excusés : M. J-L. Da Passano (pouvoir à M. D. Kimelfeld), Mme N. Dehan (pouvoir à Mme C. Brossaud), Mme R-F. Fournillon (pouvoir à M. M. Grivel), M. R. Marion (pouvoir à Mme V. Brunel).

Commission permanente du 12 février 2024**Délibération n° CP-2024-2963**

Commission pour avis : déplacements et voirie

Commission(s) consultée(s) pour information :

Commune(s) :

Objet : Société d'économie mixte Lyon Parc Auto (LPA) - Activité autopartage - Citiz LPA - Protocole d'accord transactionnel - Individualisation partielle d'autorisation de programme

Service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction Mobilités

La Commission permanente,

Vu le rapport du 24 janvier 2024, exposant ce qui suit :

Le Conseil de la Métropole de Lyon, par délibération n° 2020-0125 du 27 juillet 2020, a délégué une partie de ses attributions à la Commission permanente, à l'exception de celles visées aux articles L 3631-6, L 3312-1 à L 3312-3 et L 1612-12 à L 1612-15 et L 3633-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

I - Contexte

La Métropole est compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens des articles L 1231-1, L 1231-8, L 1231-14 à L 1231-16 du code des transports et L 3641-1 du code général des collectivités territoriales. L'activité d'autopartage relève ainsi de la compétence de la Métropole en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité en charge d'organiser des services relatifs aux usagers partagés des véhicules terrestre à moteur (article L 1231-1-1 du code des transports).

À ce titre, la Métropole a mené une réflexion en vue de l'élaboration d'un schéma directeur de l'autopartage en boucle sur son territoire, en vue d'accompagner et structurer la massification de l'autopartage, en lien, notamment, avec la mise en œuvre de la zone à faibles émissions, le développement des infrastructures et services de mobilités. Ce schéma directeur a été approuvé par délibération du Conseil n° 2023-1947 du 11 décembre 2023.

Ce même Conseil, par délibération n° 2023-1949 du 11 décembre 2023, a érigé l'activité d'autopartage en activité de service public dont l'exploitation a vocation à être confiée à la société publique lyonnaise de mobilités.

II - Nécessité de procéder à la reprise de la propriété des équipements nécessaires à la mise en œuvre du service public

La société LPA est aujourd'hui bénéficiaire de permissions de voirie et signataire d'une convention d'occupation du domaine public courant jusqu'en 2032, en vertu desquelles elle a pu, notamment, implanter sur le domaine public les différents biens (stations, bornes, etc.) nécessaires à l'exercice de l'activité d'autopartage.

La création par la Métropole d'un service public d'autopartage va entraîner le retrait de ces autorisations d'occupation temporaires et la résiliation de cette convention d'occupation, lesquelles prévoient les conditions de sortie suivantes, qu'il n'y a pas lieu d'appliquer en l'espèce :

- la dépose par la société LPA de l'ensemble des équipements implantés sur le domaine public et la restitution du domaine dans son état initial,
- le droit pour la société LPA d'être indemnisée du préjudice subi du fait de la rupture des différents contrats nécessaires à l'activité déployée.

Les parties se sont entendues pour conclure un protocole d'accord transactionnel prévoyant en contrepartie d'un prix à déterminer :

- l'absence d'obligation pour la société LPA de procéder à la dépose des équipements,
- la reprise par la Métropole des biens et immobilisations nécessaires au fonctionnement du service et qui pourront être mis à disposition de la société publique locale des mobilités dans le cadre du futur marché d'exploitation du service d'autopartage,
- la renonciation par la société LPA à toute autre indemnité au titre du retrait des permissions de voirie et de la rupture de la convention d'occupation.

Les parties ont fixé le montant des sommes à verser par la Métropole à 570 000 € HT, soit 684 000 € TTC (TVA récupérable), tenant compte de la valeur nette comptable ou d'usage des biens repris par cette dernière et relevant des natures suivantes :

- installations techniques,
- matériel informatique,
- matériel de transport,
- mobilier de bureau,
- concessions, brevets et licences.

Le protocole d'accord transactionnel est soumis à l'approbation de la Commission permanente mais également à l'approbation des instances délibératives de la société LPA ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

Vu la note pour le rapporteur communiquée aux membres de la Commission permanente précisant que :

Dans l'exposé des motifs, au chapitre **II - Nécessité de procéder à la reprise de la propriété des équipements nécessaires à la mise en œuvre du service public** :

- aux 1^{er} et 2^{ème} paragraphes, il convient de lire :

"La société LPA est aujourd'hui bénéficiaire de permissions de voirie et signataire d'une convention d'occupation du domaine public courant jusqu'en 2032, en vertu desquelles elle a pu, notamment, implanter sur le domaine public les différents biens (stations, bornes, etc.) nécessaires à l'exercice de l'activité d'autopartage.

La création par la Métropole d'un service public d'autopartage va entraîner le retrait de ces autorisations d'occupation temporaires et la résiliation de cette convention d'occupation, lesquelles prévoient les conditions de sortie suivantes, qu'il n'y a pas lieu d'appliquer en l'espèce :

au lieu de :

"La société LPA est aujourd'hui titulaire d'une convention d'occupation du domaine public courant jusqu'en 2032, en vertu de laquelle elle a pu, notamment, implanter sur le domaine public les différents biens (stations, bornes, etc.) nécessaires à l'exercice de l'activité d'autopartage.

La création par la Métropole d'un service public d'autopartage va entraîner la résiliation de cette convention d'occupation, laquelle prévoit les conditions de sortie suivantes, qu'il n'y a pas lieu d'appliquer en l'espèce :

- à la fin du paragraphe commençant par "Les parties se sont entendues...", il convient de lire :

"- la renonciation par la société LPA à toute autre indemnité au titre du retrait des permissions de voirie et de la rupture de la convention d'occupation."

au lieu de :

"- la renonciation par la société LPA à toute autre indemnité au titre de la rupture de la convention d'occupation."

Il convient de substituer la pièce jointe intitulée "Protocole d'accord transactionnel" comme ci-après ;

DELIBERE

1° - Approuve le protocole d'accord transactionnel entre la société LPA et la Métropole pour l'activité d'autopartage Citiz LPA.

2° - Autorise le Président de la Métropole à signer ledit protocole d'accord transactionnel et ses actes d'exécution et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - Décide l'individualisation partielle de l'autorisation de programme globale P08 - Transports urbains pour un montant de 570 000 € HT, soit 684 000 € TTC (TVA récupérable) en dépenses à la charge du budget principal, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 570 000 € HT en dépenses en 2024,

sur l'opération n° 0P08O5866.

4° - La somme à payer en investissement sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2024 - chapitres 20 et 21, pour un montant de 570 000 € HT.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Publié le : 13 février 2024

Accusé de réception en préfecture : 069-200046977-20240212-316865-DE-1-1 Date de télétransmission : 13 février 2024 Date de réception préfecture : 13 février 2024